



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre CLIMATISATION PERFORMANTE

Pour la promotion de la climatisation performante (Offre Climatisation performante) sur le territoire de la Réunion à compter du 1^{er} mars 2019



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Energie piloté par le comité MDE de La Réunion (DEAL, Région Réunion, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE CLIMATISATION PERFORMANTE

Le caractère électrique insulaire de la Réunion, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de la Réunion de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Climatisation performante s'inscrit dans cette démarche. Cette offre réunit les offres suivantes :

- Tertiaire / Climatiseur de classe A+++.
- Résidentiel / Climatiseur de classe A+++.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation **de qualité**. Une climatisation performante et de qualité doit apporter au client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Climatisation performante vise donc à satisfaire le client sur deux attentes vis-à-vis d'une climatisation de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF (par la suite appelé « l'Entreprise ») qui par leur adhésion à la charte « Installateur Partenaire EDF » et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagés à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
 - o Le respect de la réglementation professionnelle.
 - o Le respect de l'environnement.
 - o La qualité des produits proposés.
 - o Un conseil personnalisé au client.
 - o La pose d'un climatiseur dans les règles de l'art.
 - o Des contrôles sur la qualité des installations.
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une aide à l'investissement, ci-après désignée « Prime économies d'énergie ».

L'offre Climatisation performante s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation de La Réunion suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion:

- Réunion/ Résidentiel / Climatisation performante (France d'outre-mer)
- Réunion/ Tertiaire / Climatisation performante (France d'outre-mer)

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l'« Entreprise ») pour l'offre Climatisation performante.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE CLIMATISATION PERFORMANTE

Peut bénéficier de l'offre Climatisation performante, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait poser un climatiseur selon les conditions d'éligibilité suivantes :

Terminologie :

- **Classe de l'appareil**: Classe énergétique au sens de l'étiquetage obligatoire mis en œuvre dans l'union européenne au titre de la Directive 2002/31/CE. Les classifications existantes sont A+++, A++, A+, A, B, C, D, E, F, G.
- **SEER** (Saisonnal Energy Efficiency Ratio) : est le coefficient d'efficacité frigorifique. C'est le rapport entre l'énergie fournie par l'appareil (énergie "utile") et celle qui a été nécessaire pour la produire. Plus le SEER est élevé, plus l'appareil est efficace.
- **Bâtiment existant** : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans

Clients et travaux concernés :

Résidentiel

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">• Bâtiments résidentiels (Maisons individuelles ou appartements) existants : date d'achèvement des travaux plus de 2 ans.
Travaux concernés	<ul style="list-style-type: none">• remplacement d'un climatiseur répondant aux critères du présent tableau
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place réalisée par un professionnel• Classe A+++, fixe, individuel (monosplit), certifié EUROVENT avec un coefficient de performance (SEER) supérieur à 8,5 dont la puissance est inférieure ou égale à 2,05 kWfroid.• Proposer un contrat de maintenance (entretien pièces et main d'œuvre) pour une durée minimale d'un an.

Tertiaire

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">• Locaux existants réservés à une utilisation professionnelle dont la surface totale est inférieure à 10 000 m². (date d'achèvement des travaux plus de 2 ans.)
Travaux concernés	<ul style="list-style-type: none">• remplacement d'un climatiseur répondant aux critères du présent tableau
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place réalisée par un professionnel• Classe A+++, fixe, individuel (monosplit) ou regroupé (multisplit), certifié EUROVENT avec un coefficient de performance (SEER) supérieur à 8,5• Proposer un contrat de maintenance (entretien pièces et main d'œuvre) pour une durée minimale d'un an.

Prime économies d'énergie :

Catégories	Puissance en kW froid ou Btu		Prime économies 2019 d'énergie par unité
résidentiel	2,05	7000	350 €
Tertiaire	2,05	7000	200 €
	2,64	9000	260 €
	3,52	12000	350 €
	4,4	15000	440 €
	5,28	18000	525 €
	6,16	21000	610 €
	7,03	24000	700 €
	8,21	28000	815 €

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Climatisation performante :

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du contrat de partenariat Installateur Partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE CLIMATISATION PERFORMANTE

3.1 Complément de l'article 3 des CG : zones d'intervention, compétences métiers et assurances professionnelles

L'Entreprise:

- a les compétences requises pour la pose des climatiseurs et la gestion des fluides frigorigènes ;
- est averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (attestation d'assurance Responsabilité civile) ;
- se conforme aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur des matériaux isolants...) ;
- possède l'attestation de capacité à manipuler des fluides frigorigènes, en cours de validité ;
- doit justifier de son adhésion à une charte de qualification (QualiPAC chauffage et ECS, Qualibat 5231 ou Qualif Elec PAC1ou2) en lien avec le type de travaux réalisés au plus tard le 1er janvier 2020 ;
- est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de son activité ;
- au travers de sa demande d'adhésion, l'Entreprise manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement, au développement de la filière climatisation en Guyane avec un souci permanent de qualité.

L'Entreprise doit transmettre chaque année les documents suivants :

- o une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- o une attestation d'assurance décennale en cours de validité ;
- o une attestation indiquant qu'elle est à jour de ses cotisations fiscales et sociales ;
- o l'attestation de capacité

3.2 Complément de l'article 4 des CG : information, formation et communication

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Réunion, sur le partenariat Installateur Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Climatisation.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Climatisation par les parties

L'Entreprise :

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Climatisation et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Climatisation ;
- présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure ou égale à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Critères techniques et clients concernés :

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conforme aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes :

- BAR-TH-141 : Climatiseur de classe A (France d'outre-mer) - Résidentiel ;
- BAT-TH-115 : Climatiseur de classe A (France d'outre-mer) - Tertiaire.

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère de l'environnement.

Les critères techniques sont définis à l'article 2.

L'Entreprise valide avec EDF l'éligibilité de tout nouveau système avant propositions aux clients.

Primes économies d'énergie :

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un brasseur d'air dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est fondé sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de La Réunion validé par le comité MDE pour les actions citées dans l'article 1. Le montant est différencié selon le type de travaux et précisé à l'article 2.

La prime est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même en règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

La Prime économies d'énergie est répercutée intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un climatiseur dans les conditions requises. Cette prime, pour l'acquisition

d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

La Prime économies d'énergie ne peut être attribuée qu'une fois pour une installation donnée et elle ne pourra être réattribuée pour un nouvel équipement qu'à l'issue de la période correspondant à la durée de vie du précédent équipement primé :

- Durée de vie pour un climatiseur : 9 ans

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économie d'énergie pour les clients en situation de précarité est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- à concevoir et installer le système dans les règles de l'art et le respect de la réglementation notamment par :
 - o l'implantation des unités intérieures et extérieures en tenant compte des contraintes acoustiques et esthétiques ;
 - o l'interdiction du dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes ;
 - o l'obligation de récupération des fluides frigorigènes en cas de remplacement ;
 - o le tirage au vide obligatoire du circuit ;
 - o la recherche des fuites dès la mise sous pression ;
 - o la délivrance du certificat de contrôle d'étanchéité ;
 - o le respect de la norme NF-C15-100 pour toute puissance supérieure à 5 kW froid ;
 - o l'utilisation de supports et visseries traités anticorrosion et des plots anti-vibratiles ;
 - o l'utilisation de cuivre de qualité frigorifique, l'isolation des liaisons frigorifiques et le traitement anti-UV des parties extérieures ;
 - o le respect des diamètres préconisés par le constructeur ;
 - o le traitement correct de l'évacuation des « condensats » (pente, siphon si raccordement sur eaux usées).
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- réalise les travaux dans un délai de 8 mois suivant la signature du devis. Passé ce délai, EDF ne garantit plus le remboursement de la Prime économie d'énergie.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – entretien

L'Entreprise s'engage à :

- procéder à la réception des travaux en présence du client ;
- tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés
- respecter vis à vis de son client, les conditions de garantie définies dans le contrat de vente signé avec ce dernier.
- livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o Régler et mettre en service l'installation, puis procéder à la réception des travaux en présence du client ;
 - o Expliquer le fonctionnement de la télécommande et le principe de nettoyage des filtres (tous les mois), laisser au client le mode d'emploi ;
 - o Inviter le client à régler une température de consigne de 24°C (sauf application spécifique type laboratoire).
 - o Assurer au client une garantie minimale de 1 an (pièces et main d'œuvre) sur le climatiseur posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
 - o Proposer un contrat d'entretien (obligatoire pour la Prime économies d'énergie) au moment du devis, par un installateur avec au minimum :

Contrôle du bon fonctionnement général (température, débit d'air)	Trimestriel
Détection de fuite	Semestriel
Vérification : - HP et BP (selon possibilités) - Charge de fluide frigorigène en cas de détection de fuites et mise en place de matériel de marquage	Annuel
Contrôle des températures des circuits évaporateur et condenseur	Semestriel
Essais de sécurité HP et BP	Semestriel
Contrôle des régulations et réglages s'il y a lieu	Semestriel
Vérification de l'encrassement des batteries, nettoyage éventuel	Trimestriel
Vérifications électriques (intensité, isolement, serrage des connexions)	Semestriel
Traitement des points de rouille	Trimestriel
Nettoyage ou remplacement des filtres	Trimestriel
Contrôle du bon écoulement des eaux de condensation	Trimestriel
Contrôle des volutes et du moteur électrique	Semestriel
Démontage volute et bac à condensat pour nettoyage complet	Annuel
Traitement de l'unité intérieur avec un produit bactéricide	Trimestriel
Contrôle final de bon fonctionnement	À chaque visite
Etablissement et remise du bon de visite au client	À chaque visite

- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (fluides frigorigènes, Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux / suivi des travaux et satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de Guyane. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Le contrôle s'appuiera, pour le volet technique, sur la fiche de contrôle de la qualification QualiPAC chauffage et ECS. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnés dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation l'interdiction du dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes ;
- l'obligation de récupération des fluides frigorigènes en cas de remplacement ;
- le tirage au vide obligatoire du circuit ;
- la délivrance du certificat de contrôle d'étanchéité ;
- le respect de la norme NF-C15-100 pour toute puissance supérieure à 5 kW ;
- l'utilisation de supports et visseries traités anticorrosion ;
- l'utilisation de cuivre de qualité frigorifique, l'isolation des liaisons frigorifiques et le traitement anti-UV des parties extérieures ;
- le respect des diamètres préconisés par le constructeur ;
- le traitement correct de l'évacuation des « condensats » (pente, siphon si raccordement sur eaux usées).
- l'implantation des unités intérieures et extérieures en tenant compte des contraintes acoustiques et esthétiques ;
- la recherche des fuites dès la mise sous pression ;
- Non fonctionnement du climatiseur,
- Absence de siphon sur tuyauterie aspiration si dH>4m,
- ,
- Supports de fixation mal réalisés ou de mauvaise qualité (y compris absence supports antivibratiles).
- Absence de la notice d'utilisation,
- Contrat de maintenance non proposé,
- Télécommande absente ou non fonctionnelle,
- Bloc extérieur non accessible (maintenance complexe),
- Calorifugeage des liaisons absent ou défectueux.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE

Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque secteur, résidentiel ou tertiaire, un dossier complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
Le devis ou ou devis-facture mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie, suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en € / unité intérieure, et du montant total de la prime ; - la « Mise en place d'un climatiseur » avec sa marque et sa référence ; - la puissance frigorifique et la classe énergétique ; - dans le cas d'un remplacement la « Dépose du climatiseur existant » ; - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.	<input checked="" type="checkbox"/>
L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par l'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date d'acceptation du devis ou du bon de commande). La date de signature de l'Entreprise est postérieure ou égale à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié.	<input checked="" type="checkbox"/>
La facture client conforme à la législation en vigueur mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie, suivi de «soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie», du montant unitaire exprimé en € / unité intérieure, et du montant total de la prime ; - la « Mise en place d'un climatiseur » avec sa marque et sa référence ; - la puissance frigorifique et la classe énergétique ; - dans le cas d'un remplacement la « Dépose du climatiseur existant ».l'adresse des travaux.	<input checked="" type="checkbox"/>
Le certificat Eurovent en cours de validité permettant de justifier le SEER du climatiseur	<input checked="" type="checkbox"/>
Le Cerfa 15497-02 permettant d'attester le remplacement du climatiseur.	<input checked="" type="checkbox"/>
Une copie du contrat de maintenance	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les personnes physiques et les syndicats de copropriété, le cadre de contribution devra être transmis	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers par l'Entreprise

Les dossiers complets sont constitués puis transmis par l'Entreprise à EDF via l'outil de pilotage (extranet) au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

L'Entreprise devra y saisir ses affaires, scanner les dossiers d'une taille unitaire maximale de 1 Mo.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger **sous un délai de dix (10) jours ouvrés**.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides ;

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers complets validés par EDF, qu'il doit scanner et transmettre au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Mentionner les numéros de dossiers validés par EDF dans le portail extranet partenaire.
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie. Celle-ci, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise.

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des Prime économies d'énergie, à :

EDF Service Efficacité Energétique
8 Avenue Georges Brassens
CS 62009
97744 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX
A l'attention de Fabrice Cadet

L'Entreprise devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients de type professionnels (entreprises, collectivités...). Ces conventions peuvent également inclure le versement des Prime économies d'énergie.

Il est entendu que des climatiseurs faisant déjà l'objet de versement des Prime économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE passée entre EDF et le client ne peuvent être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre de la charte « Installateur partenaire EDF ».

Afin d'éviter ce risque de double comptage, L'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement de Prime économies d'énergie pour les climatiseurs concernés.

3.8 Complément article 10 des CG : Autorisation d'utilisation de la marque EDF

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération. Elle pourra, à la demande de l'Entreprise, l'autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes au Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF (insertion du logo de l'Offre sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers affaires Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entrainera la résiliation du contrat de partenariat.